



AGIR pour la  
BIODIVERSITÉ



# RÈGLEMENT DE CONSULTATION R.C.

## **Maître d'ouvrage :**

Ligue pour la Protection des Oiseaux  
Les Fonderies Royales  
8-10 rue Pujos  
CS 90 263 – 17 305 ROCHEFORT CEDEX



## **Objet de la consultation :**

Réalisation d'une expérimentation d'enlèvement des gisements sauvages d'Huîtres japonaises et d'anciennes structures de cultures marines en baie de l'Aiguillon.

**Nombre de lots :** 3

**Nomenclature CPV 4524 « Travaux maritimes et fluviaux »**

**Référence** : Consultation LIFE 14NAT/FR/000669-C1

## **Date limite de remise des offres :**

Mardi 1<sup>er</sup> août 2017 – 12h00

# RÈGLEMENT DE CONSULTATION

## Table des matières

Article 1 : Identification de l'organisme qui passe le marché .....	4
Article 2 : Objet de la consultation.....	4
Article 3 : Durée du marché .....	4
Article 4 : Modalités de la consultation.....	5
4.1. Type de procédure.....	5
4.2. Type et forme de contrat.....	5
4.3 Décomposition de la consultation en lots et en tranches .....	5
4.4- Réalisation de prestations similaires .....	5
Article 5 : Conditions de la consultation.....	5
5.1 - Délai de validité des offres.....	5
5.2 - Forme juridique du groupement.....	5
5.3 - Variantes.....	5
5.4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
6 - Les intervenants.....	6
6.1 - Conduite d'opération .....	6
6.2 - Contrôle technique .....	6
6.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	6
7 - Conditions relatives au contrat.....	6
7.1 - Modalités essentielles de paiement .....	6
8 - Contenu du dossier de consultation.....	6
9- Présentation des candidatures et des offres.....	7
9.1 - Documents à produire.....	7
9.2 - Présentation des variantes .....	9
9.3 - Visites sur site.....	9
10 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
10.1 - Transmission des offres .....	9
11 - Examen des candidatures et des offres .....	10
11.1 - Sélection des candidatures .....	10
11.2 - Attribution des marchés .....	10
11.3 - Suite à donner à la consultation .....	11

12 - Renseignements complémentaires .....	12
12.1 Contact .....	12
12.2 Procédure de recours.....	12

# RÈGLEMENT DE CONSULTATION

---

Tous les documents seront rédigés en langue française

---

## Article 1 : Identification de l'organisme qui passe le marché

*Raison sociale* : Ligue pour la Protection des Oiseaux - Les Fonderies Royales - 8-10 rue Pujos - CS 90 263 - 17 305 ROCHEFORT CEDEX – 05 46 82 12 34

## Article 2 : Objet de la consultation

Réalisation d'une expérimentation d'enlèvement des gisements sauvages d'Huîtres japonaises et d'anciennes structures de cultures marines sur 3 secteurs de la baie de l'Aiguillon.

**Nomenclature CPV 4524 « Travaux maritimes et fluviaux »**

## Article 3 : Durée du marché

Le délai de réalisation est celui prévu par le CCTP, à savoir **le 31 décembre 2019**.

Le délai d'exécution fixé par le marché s'applique à l'achèvement de toutes les prestations prévues incombant au prestataire.

S'il apparaît qu'un des éléments suivants :

- Changement de la nature des prestations
- Modification de l'importance des prestations
- Rencontre de difficultés imprévues au cours de l'événement
- Ajournement de prestations décidé par le maître d'œuvre
- Retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître d'œuvre.
- Retard ou refus du financement des opérations liées à l'objet du marché par les partenaires publics ou privés du maître d'œuvre

Entraîne

- Soit une prolongation du délai d'exécution de tout ou partie des prestations
- Soit le report du début des prestations

Alors l'importance de la prolongation ou du report est convenu entre le maître d'ouvrage ou son représentant et le prestataire puis notifié par un courrier.

## Article 4 : Modalités de la consultation

### 4.1. Type de procédure

Procédure de consultation ouverte.

### 4.2. Type et forme de contrat

Le contrat sera un contrat de droit privé pour des travaux publics.

### 4.3 Décomposition de la consultation en lots et en tranches

Le marché se décompose en 3 lots :

- Lot n°1 site de la « Pointe de l'Aiguillon »,  
- Lot n°2 site de « Charron »,  
- Lot n°3 site de « Canal de Luçon ».

Les candidats peuvent se porter candidat pour les 3 lots mais doivent déposer un dossier pour chaque lot.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le montant maximum de chaque lot et pour la totalité de la durée du marché est fixé ainsi :

Lot	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot n°1 « Pointe de l'Aiguillon »	Pas de montant minimum	120 000 € TTC
Lot n°2 « Charron »		170 000 € TTC
Lot n°3 « Canal de Luçon »		30 000 € TTC

### 4.4- Réalisation de prestations similaires

La LPO pourra confier au titulaire du marché, en application de la procédure adaptée à l'article 30-I 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## Article 5 : Conditions de la consultation

### 5.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 5.2 - Forme juridique du groupement

La LPO ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 5.3 - Variantes

Les variantes sont interdites.

#### 5.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations. Le détail est donné à l'article 6 du CCTP.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

## 6 - Les intervenants

#### 6.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître d'ouvrage lui-même.

#### 6.2 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

#### 6.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé mais un plan de prévention est prévu pour cette opération.

## 7 - Conditions relatives au contrat

#### 7.1 - Modalités essentielles de paiement

Le règlement des prestations sera effectué après vérification et réception des travaux.

Le règlement de ces prestations se fera après réception des factures détaillées en 1 exemplaire sur papier à en-tête à envoyer à l'adresse postale du maître d'ouvrage, et portant explicitement la référence du dossier « CONSULTATION LIFE 14NAT/FR/000669-C1 » :

#### **LPO**

Les Fonderies Royales - 8-10 rue Pujos - CS 90 263  
17 305 ROCHEFORT CEDEX

Unité monétaire : Euro.

L'enveloppe précisera « à l'attention de Grégory Garandeau »

## 8 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, par lot,
- Le règlement de la consultation (RC),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), par lot.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

La LPO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par la LPO des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 9- Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Une offre sera déposée pour chaque lot.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 9.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet pour chaque lot auquel il candidate, comprenant les pièces suivantes :

Enveloppe 1. Pièces relatives à la candidature :

#### Renseignements concernant la situation juridique du candidat

Pièces	Signature
Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 concernant l'interdiction de soumissionner	oui
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

#### Renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat

Pièces	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

#### Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat

Pièces	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
--	-----

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par la LPO. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### Enveloppe 2. Pièces relatives à l'offre :

Pièces	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (DC4)	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui
Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), indiquant les dispositions que le candidat au marché envisage d'adopter pour atteindre la qualité requise par le maître d'ouvrage (cf. CCTP)	Non
Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), indiquant les dispositions que le candidat au marché envisage d'adopter pour la mise en œuvre du plan du Respect de l'Environnement (PRE). Ce SOPRE comprendra, notamment les mesures relatives à la protection de l'environnement lors de la préparation du chantier, pendant les travaux et à l'issue de ces derniers (cf. CCTP)	Non
le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de Chantier indiquant les dispositions que le candidat au marché envisage d'adopter pour la gestion des déchets et leurs traitements (cf. CCTP)	Non
Le projet de Plan de Prévention en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (Le chantier étant soumis aux dispositions de l'article R237-6 du décret n°92-158 du 20 février 1992 et des textes pris pour son application). Le plan de prévention définitif sera élaboré par le maître d'ouvrage en collaboration avec les prestataires retenus et leurs sous-traitants, à l'issue de la visite commune.	Non
Un mémoire technique présenté ainsi : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chapitre 1 : phases de préparation et d'installation du chantier ;</li> <li>- Chapitre 2 : travaux d'enlèvement et de traitement des déchets : <ul style="list-style-type: none"> <li>o 2a/enlèvement de toutes les structures conchyliques-accrétions etc ;</li> <li>o 2b/ modalités d'élimination à terre des structures métalliques, plastiques et bois ;</li> <li>o 2c/ modalités d'élimination des coquilles et de la chair des coquillages ;</li> </ul> </li> <li>- Chapitre 3 : repliement du chantier</li> </ul> <p>Il devra comprendre notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'organisation des travaux sur toute la durée du chantier</li> <li>- Les procédés et moyens d'exécution, pour chaque phase</li> <li>- Les procédés d'évacuation et de traitement des huîtres et autres déchets (chapitre 2c)</li> </ul>	Non



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les mesures prises en matière d'hygiène et sécurité</li> <li>- La capacité d'innovation et d'adaptation sur l'ensemble des phases des travaux</li> <li>- Les modes de fonctionnement et de relations avec le maître d'ouvrage</li> <li>- Le document détaillant le nombre de jours consacrés à chaque volet de sa proposition, et pour chacun, la qualité du ou des intervenant(s)</li> <li>- le cas échéant, le document détaillant la répartition des travaux avec les éventuels co-traitants et sous-traitants (nature, volume, qualité des intervenants)</li> <li>- Le calendrier d'exécution</li> <li>- La liste des personnes qui seront en charge des travaux et du suivi du chantier, et le détail précis de leurs qualifications ainsi que tous les éléments permettant de juger de leur capacité à assurer la mission ;</li> </ul>	
Une note synthétique présentant la prise en compte du développement durable par l'entreprise en général (hors chantier concerné par le présent marché)	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. Le formulaire DC4 peut être utilisé, disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

## 9.2 - Présentation des variantes

Pas de variantes.

## 9.3 - Visites sur site

Une visite sur site commune à l'ensemble des candidats potentiels sera organisée. La participation des candidats à cette visite est facultative, mais fortement recommandée pour que le candidat puisse pleinement s'approprier le besoin de la LPO. Il est précisé que la visite ne constitue pas un critère à part entière qui pourrait être utilisé dans l'analyse des offres remises par les candidats.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les visites se dérouleront les matinées du 10 au 13 juillet, en fonction des conditions de marées et météorologiques.

Les candidats potentiels devront se manifester auprès de Mr CORRE Frédéric, Conservateur de la Réserve Naturelle de la baie de l'Aiguillon au 02-51-56-90-01/06-26-94-44-32.

Une attestation de visite sera remise au candidat. Celle-ci devra être fournie avec l'offre.

# 10 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

## 10.1 - Transmission des offres

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

EXPÉRIMENTATION D'ENLÈVEMENT DES GISEMENTS SAUVAGES D'HUÎTRES JAPONAISES EN BAIE DE L'AIGUILLON.

CANDIDATURE POUR LE LOT N°

NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Il devra être envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

**Monsieur le Président de la LPO**  
**A l'attention de Grégory Garandeau**  
Les Fonderies Royales - 8-10 rue Pujos - CS 90 263  
17 305 ROCHEFORT CEDEX

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Les pièces devant être signées devront être obligatoirement transmises sur support papier. Les autres pièces peuvent être transmises via un support électronique physique (CD-ROM, Clé USB,...) jointe au pli contenant l'offre et au format .pdf, .doc, .xls. Un récapitulatif au format papier des pièces transmises au format numérique devra cependant être joint à l'offre.

## 11 - Examen des candidatures et des offres

### 11.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, la LPO peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 11.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Valeur Technique	55 %
1.1 Organisation des travaux	5%

1.2 Les procédés et moyens d'enlèvement	20%
1.3 Les procédés d'évacuation et de traitement des huîtres et autres déchets	20%
1.4 Les mesures prises en matière d'hygiène et sécurité	5%
1.5 La capacité d'innovation et d'adaptation sur l'ensemble des phases des travaux	5%
2 - Prise en compte de l'environnement	10 %
3 - Prix des prestations	35 %

**Les critères « 1-valeur technique » et « 2-prise en compte de l'environnement » seront notés sur 4.**

Les différentes rubriques de chaque critère seront notées de la manière suivante :

- Non traité ou non-conforme : 0
- Traité mais éloigné du problème posé : 1
- Traité et proche du problème posé : 2
- Traité et conforme au cahier des charges : 3
- Traité conforme au cahier des charges avec réflexion approfondie sur le problème posé : 4

La cotation globale des critères sera faite de la manière suivante :

Note par critère ou sous-critères X pondération

**Le critère « 3-prix des prestations » sera noté sur 4.**

- Offre la moins disante /montant de l'offre analysée  $\leq 0,3$  : 0
- $0,3 < \text{Offre la moins disante /montant de l'offre analysée} \leq 0,5$  : 1
- $0,5 < \text{Offre la moins disante /montant de l'offre analysée} \leq 0,7$  : 2
- $0,7 < \text{Offre la moins disante /montant de l'offre analysée} \leq 0,9$  : 3
- $0,9 < \text{Offre la moins disante /montant de l'offre analysée} = 1$  : 4

La cotation globale du critère sera faite de la manière suivante :

Note X 35

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, le candidat sera invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 11.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, la LPO se laisse la possibilité d'engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés.

En cas de négociation, les candidats admis à négocier en seront informés par mail.

**L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par la LPO pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.**

## 12 - Renseignements complémentaires

### 12.1 Contact

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande à :

Contact référent :     Emmanuelle CHAMPION  
                                  LPO  
                                  05 46 82 12 34  
                                  [Emmanuelle.champion@lpo.fr](mailto:Emmanuelle.champion@lpo.fr)

Suppléant :             Frédéric CORRE  
                                  RNN Baie de l'Aiguillon  
                                  02 51 56 90 01  
                                  [Frederic.corre@lpo.fr](mailto:Frederic.corre@lpo.fr)

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

### 12.2 Procédure de recours

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal de Grande Instance de La Rochelle :  
10 Rue du Palais  
17028 LA ROCHELLE CEDEX 1  
Tél : 0546508710 Fax : 0546412831

Fait en un seul original

Fait à Rochefort  
Le ... .. / ... .. / 20 ... ..  
Le directeur général,  
Yves VERILHAC

Fait à :  
Le ... .. / ... .. / 20 ... ..  
Cachet et signature du candidat